



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2024-194**

**du 25 septembre 2024**

**modifiant l'arrêté préfectoral du 9 février 1996 autorisant la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à poursuivre ses activités sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-SUR-YONNE**

Le Préfet de l'Yonne

**Vu** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**Vu** la directive 2006/11/CE du 15 février 2008 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

**Vu** la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

**Vu** la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** en particulier les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du Code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-050 du 9 février 1996, portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement de la société AIR LIQUIDE sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-SUR-YONNE ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux n° PREF-DCLD-2002-0165 du 21 mars 2002, n° PREF-DCDD-2010-0505 du 16 décembre 2010, n° PREF-DCPP-2011-0322 du 8 septembre 2011 et n° PREF-DCPP-SE-2014-030 du 27 janvier 2014, portant prescriptions complémentaires applicables à la société AIR LIQUIDE sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-SUR-YONNE ;

**Vu** le recensement n° 000416 du site AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à Villeneuve-sur-Yonne effectué, conformément aux dispositions de l'article R. 515-86 du code de l'environnement, par télétransmission sur la plateforme <https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr> en date du 21 mars 2016 ;

**Vu** le courrier en date 30 septembre 2015, modifié par le celui du 19 avril 2016, portant à la connaissance du préfet la mise à jour du tableau de classement des activités de l'installation AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE à Villeneuve-sur-Yonne et sollicitant le bénéfice de l'antériorité au titre des droits acquis ;

**Vu** le courrier en date du 16 décembre 2016, en réponse à l'inspection du 14 décembre 2015, présentant l'étude des rejets issus de la station de traitement des eaux et sollicitant un aménagement de l'annexe III de l'arrêté préfectoral relatif au mode de mesure de débit sur les rejets d'eaux résiduaires de l'installation AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE ;

**Vu** les « porter-à-connaissance » d'un projet de modification en 3 phases des conditions d'exploitation les 14 avril 2021, 3 mars 2022 et 23 juin 2022 ;

**Vu** le rapport du 14 août 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées (DREAL) ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 4 septembre 2024 ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur le 9 septembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement relève du régime Seveso seuil bas défini à l'article R. 511-10 du code de l'environnement du fait d'un dépassement direct du seuil de 5 t pour la rubrique 4719 ;

**CONSIDÉRANT** que l'aménagement demandé nécessite la mise à jour d'une prescription réglementant les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications notifiées pour les 3 phases portées à connaissance les 14 avril 2021, 3 mars 2022 et 23 juin 2022, sont jugées non substantielles et peuvent être réalisées sans autres formalités au titre de la réglementation des installations classées comme notifié par courrier du 3 février 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la nouvelle cabine de peinture (installation soumise à déclaration dans le cadre de la phase 2) est soumise à l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940, qui réglemente notamment les rejets de composés organiques volatils (COV) ;

**CONSIDÉRANT** que par mail du 20 avril 2023, l'exploitant a informé l'administration que le projet décrit au chapitre 3.2 dans le PAC n° 3 consistant à installer une chaîne automatisée de bouteilles est annulé et que par conséquent, la pompe LOx et les trois nouvelles capacités tampons d'O<sub>2</sub> gazeux ne seront pas installées, mais que le projet Monoxal et oxygène aviation est maintenu ;

**CONSIDÉRANT** que la détermination de la surveillance des substances applicables au site est liée à la préservation du milieu final récepteur final ;

**CONSIDÉRANT** l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

**CONSIDÉRANT** les résultats de la surveillance initiale fournis dans le rapport de l'exploitant du 12 juillet 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 4 septembre 2024, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** les observations de l'exploitant sur ce projet, transmises par courrier du 9 septembre 2024 ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE est tenue de respecter, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Villeneuve-sur-Yonne, les dispositions du présent arrêté.

### ARTICLE 2 – DISPOSITIONS ABROGÉES

Les dispositions suivantes :

- articles 14 et 15 ainsi que les annexes 1 et 3 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1996 susvisé ;
- article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 susvisé ;
- article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2014 susvisé ;

sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

### ARTICLE 3 – CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Le tableau de classement des installations figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 1996 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Désignation des installations au regard de la nomenclature des installations classées	Rubriques concernées	Volume d'activité	Régime <sup>1</sup> (AS, A-SB, A, E, DC, D, NC)
Emploi ou stockage d'acétylène	4719-1	≥ 1 tonne	A-SB
Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	1414-1	Installation de remplissage de bouteilles de propylène	A
Installations de combustion	2910-A-2	<b>1 MW ≤ puissance thermique nominale totale &lt; 20 MW</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 8 fours à circulation d'air chaud</li><li>• 4 fours à circulation d'air chaud</li><li>• 9 chaudières à gaz</li></ul>	DC
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	2940-2-b	<b>10 kg &lt; Quantité totale consommée/j &lt; 100 kg</b> (Application de peinture sur bouteilles par pulvérisation à froid)	DC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	4718-2b	<b>6 t ≤ quantité totale &lt; 50 t</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 réservoir de propane</li><li>• 1 réservoir de propylène</li><li>• 20 bouteilles de propylène chacune</li><li>• 1500 bouteilles de propylène</li></ul>	DC

<sup>1</sup> AS = autorisation – Servitudes d'utilité publique / A = autorisation / E = enregistrement / DC = déclaration soumise à contrôle périodique / D = déclaration / NC = installations non classées mais proches ou connexes des installations du régime A ou AS

Emploi ou stockage d'ammoniac	4735-2b	<b>150 kg ≤ quantité totale &lt; 5 t</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stockage de bouteilles de capacité unitaire 44 kg</li> </ul>	DC
Emploi de matières abrasives	2575	<b>&gt; 20 kW</b> Machines de grenaillage de l'atelier garnissage et de l'atelier « petites bouteilles »	D
Emploi ou stockage d'hydrogène	4715-2	<b>100 kg ≤ quantité totale &lt; 1 t</b>	D
Emploi ou stockage d'oxygène	4725-2	<b>2 t ≤ quantité totale &lt; 200 t</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 réservoir d'oxygène liquéfié</li> <li>• stockage et remplissage de bouteilles et cadres d'oxygène gazeux comprimé</li> </ul>	D
Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés	4802-3-2	<b>&gt; 150 kg</b>	D

Les installations de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE sont classées seuil bas par dépassement direct du seuil de 5t pour la rubrique 4719 « Acétylène ».

#### ARTICLE 4 – PRÉLÈVEMENT

L'eau utilisée pour le process provient d'un forage, celui-ci doit être équipé d'un dispositif de mesure volumétrique totalisateur.

#### ARTICLE 5 – CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Le réseau de collecte des effluents industriels générés par l'établissement aboutit au point de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes (plan joint en annexe) :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Rejet station physico-chimique	Eaux pluviales	Eaux usées domestiques et eaux issues des tests de bouteilles à pression hydraulique
	Coordonnées en Lambert 93	X = 721 149 Y = 6 776 643		
Nature des effluents		Eaux de process de l'atelier de garnissage	Eaux des toitures, voies de circulation, parking.	Eaux de vannes + eaux sanitaires + eau utilisées pour l'épreuve des bouteilles
Réseau de collecte et traitement si existant		Le procédé de traitement permet : - d'éliminer les fibres de verre par filtration ; - d'éliminer la chaux et la silice par filtre presse ; - de neutraliser le CO2.	Passage par un débourbeur déshuileur puis infiltration.	Réseau public d'assainissement
Type de rejet en sortie du site		L'effluent traité est rejeté dans une lagune puis infiltration dans la nappe alluviale de l'Yonne	/	
Commentaire		Les eaux traitées rejoignent le réseau eaux pluviales et vont dans la lagune d'infiltration. Cette lagune reçoit également le trop plein du bassin d'orage de la Ville situé plus au Sud et les eaux incendie	Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales sont conçus de manière à permettre le prélèvement d'échantillon.	Convention de déversement signée le 25 mai 2018 avec la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais

## ARTICLE 6 – MESURE DU DÉBIT DES EAUX RÉSIDUAIRES

Paramètre et méthode d'analyse et de mesure	Valeur limite	Périodicité de contrôle
Débit maximum journalier (hors eaux pluviales)	30 m <sup>3</sup> /jour	Journalière (ou estimation à partir de la consommation d'eau)

## ARTICLE 7 – GESTION DES OUVRAGES

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les prescriptions imposées aux rejets par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, etc.) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à des rejets de substances non autorisées, l'exploitant en informera le gestionnaire du réseau d'assainissement communal et/ou l'inspection des installations classées ; il mettra en œuvre un plan d'actions visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés et portés périodiquement sur un registre.



La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont notés sur un registre.

## **ARTICLE 8 – REJET STATION DE TRAITEMENT INTERNE**

Les eaux traitées sont dirigées vers une lagune puis infiltrées dans la nappe alluviale de l'Yonne. **Si une des substances de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié est présente dans les effluents, il est interdit de rejeter les eaux dans la lagune d'infiltration.**

Pour prouver que le site ne rejette pas les substances listées dans l'annexe, l'exploitant réalisera les analyses au niveau de son point de prélèvement d'eau pour le process et en sortie de station de traitement physico-chimique.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollué est prévu un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (température, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

## **ARTICLE 9 – SUBSTANCES À SURVEILLER**

En sortie de station de traitement physico-chimique interne, les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes (dont fibres de verre) ;
- de produits susceptibles de dégager, en égoût ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Dans les 6 mois suivant la notification de cet arrêté préfectoral, les substances de la liste suivante (annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 susvisé) seront recherchées au niveau du point de prélèvement et en sortie de station de traitement :

1. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieuaquatique.
2. Composés organophosphorés.
3. Composés organostanniques.
4. Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci.

5. Mercure et composés de mercure.
6. Cadmium et composés de cadmium.
7. Huiles minérales et hydrocarbures.
8. Cyanures.
9. Éléments suivants, ainsi que leurs composés :

1. Zinc.
2. Cuivre.
3. Nickel.
4. Chrome.
5. Plomb.
6. Sélénium.
7. Arsenic.
8. Antimoine.
9. Molybdène.
10. Titane.
11. Étain.
12. Baryum.
13. Béryllium.
14. Bore.
15. Uranium.
16. Vanadium.
17. Cobalt.
18. Thallium.
19. Tellure.
20. Argent.

10. Biocides et leurs dérivés.

11. Substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines ou sur l'odeur des produits de consommation de l'homme dérivés du milieu aquatique, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et de rendre celles-ci impropres à la consommation humaine.

12. Composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives.

13. Composés inorganiques du phosphore et phosphore élémentaire.

14. Fluorures.

15. Substances exerçant une influence défavorable sur le bilan d'oxygène, notamment ammoniacale et nitrites.

16. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, rester en suspension ou couler et qui peuvent gêner toute utilisation des eaux.

Les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **ARTICLE 10 – PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Sens et peut y être consultée.

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Sens pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne, pendant une durée minimale de 4 mois.

## ARTICLE 11 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou hiérarchique auprès du ministre chargé de la transition écologique, dans le délai de deux mois. Son exercice proroge les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## ARTICLE 10 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Sens,
- Madame le Maire de Villeneuve-sur-Yonne,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de l'Yonne,
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Madame la Cheffe du Service interministériel de défense et de protection civile, préfecture.

Fait à Auxerre, le **25 SEP. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale,



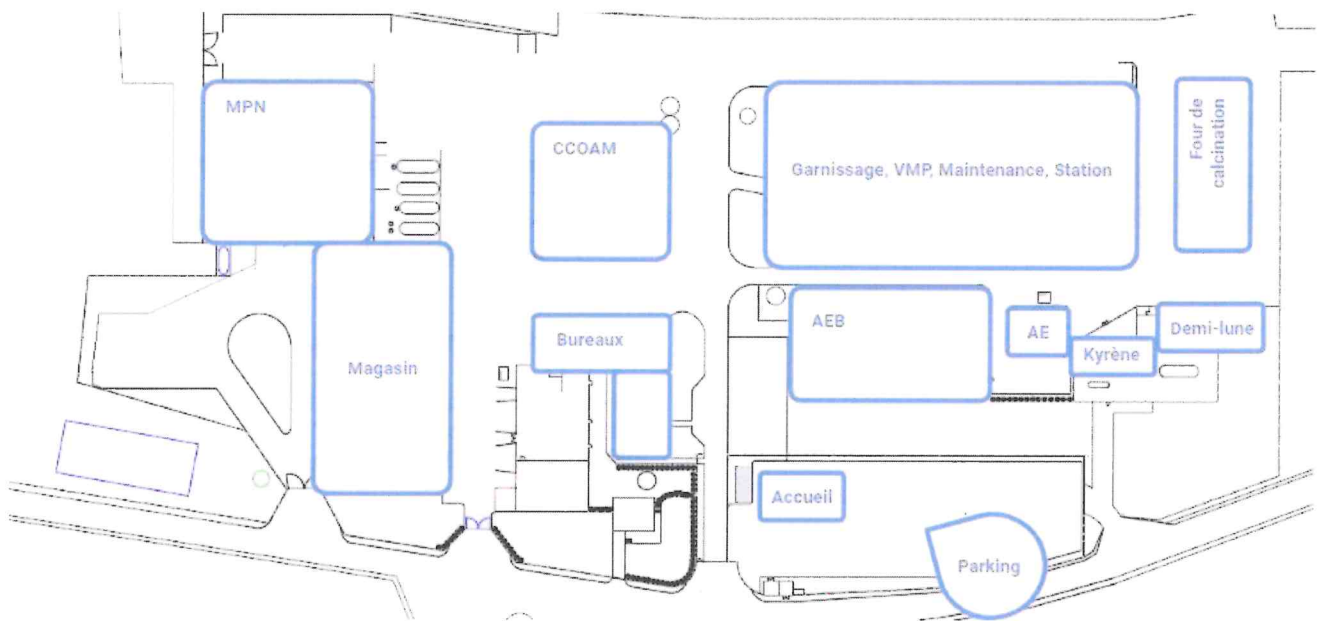
Pauline GIRARDOT



## ANNEXE CONFIDENTIELLE n° 1 : Activités du site

Réparties sur 6 ateliers distincts, les activités du site de AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de Villeneuve-sur-Yonne sont les suivantes:

- Fabrication de bouteilles  $C_2H_2$  neuves (activité d'origine du site) : atelier **Garnissage**.
- Inspection périodique de bouteilles  $C_2H_2$  : atelier **VMP**.
- Montage de bouteilles neuves et postes (Ox/Ad) et activités de ventes associées : atelier **MPN**.
- Inspection périodique de bouteilles gaz comprimé : atelier **AEB**.
- Conditionnement de gaz de l'air ( $O_2$ ,  $N_2$ , Air respirable,  $N_2$  Aviation); atelier **CCOAM**.
- Conditionnement de bouteilles  $O_2$  et Kyrène, les épreuves périodiques sont sous-traitées : **ateliers dédiés**



## ANNEXE CONFIDENTIELLE n° 2 : Volume d'activité

Désignation des installations au regard de la nomenclature des installations classées	Rubriques concernées	Volume d'activité	Régime <sup>2</sup> (AS, A-SB, A, E, DC, D, NC)
Emploi ou stockage d'acétylène	4719-1	<b>Total : 10,4 tonnes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>cadres sources de 1,4 tonnes au maximum</li> <li>bouteilles de 2 tonnes maximum</li> <li>bouteilles et cadres de 7 tonnes maximum</li> </ul>	A-SB
Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	1414-1	Installation de remplissage de bouteilles de propylène	A
Installations de combustion	2910-A-2	<b>Puissance totale : 6,3 MW</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>8 fours à circulation d'air chaud de 0,25 MW chacun</li> <li>4 fours à circulation d'air chaud de 0,75 MW chacun</li> <li>9 chaudières à gaz de 1,3 MW au total</li> </ul>	DC
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	2940-2-b	<b>Quantité totale consommée : 75 kg/jour</b> (Application de peinture sur bouteilles par pulvérisation à froid)	DC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	4718-2	<b>Total : 10,95 tonnes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 réservoir de propane : 1,75 t</li> <li>1 réservoir de propylène de 7 t</li> <li>20 bouteilles de 35 kg de propylène chacune</li> <li>1500 bouteilles de propylène de 1 kg chacune</li> </ul>	DC
Emploi ou stockage d'ammoniac	4735-2b	<b>Total : 1 tonne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stockage de bouteilles de capacité unitaire 44 kg</li> </ul>	DC
Emploi de matières abrasives	2575	<b>Puissance : 34 kW</b> Machines de grenailage de l'atelier garnissage et de l'atelier « petites bouteilles »	D
Emploi ou stockage d'hydrogène	4715-2	<b>Total : 0,5 tonne</b>	D

<sup>2</sup> AS = autorisation – Servitudes d'utilité publique / A = autorisation / E = enregistrement / DC = déclaration soumise à contrôle périodique / D = déclaration / NC = installations non classées mais proches ou connexes des installations du régime A ou AS

Emploi ou stockage d'oxygène	4725-2	<p><b>Total : 71 tonnes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 réservoir d'oxygène liquéfié de 50 000 litres maximum : 51 tonnes</li> <li>• stockage et remplissage de bouteilles et cadres d'oxygène gazeux comprimé représentant 20 tonnes au maximum</li> </ul>	D
Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés	4802-3-2	<b>Total : 0,5 tonne</b>	D